Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 5838**

Intitulé

Licence Professionnelle : Licence Professionnelle Génie civil et construction spécialité Métiers de la construction et de l'environnement : contrôle et expertise du bâtiment

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Sciences et techniques du Languedoc Montpellier II, Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université de Montpellier II, Recteur de l'académie, Recteur de l'académie, Président de l'université de Montpellier II

Niveau et/ou domaine d'activité

II (Nomenclature de 1967)

6 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

230 Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Ce professionnel définit et situe une mission d'expertise ou de contrôle d'un point de vue réglementaire et juridique. Il analyse un projet de construction au vu des réglementations en vigueur et des contraintes qu'elles imposent.

Il réalise des campagnes de mesure, il vérifie tout ou partie d'une structure et/ou de ses équipements et il exploite les résultats pour établir un diagnostic d'expertise. Il définit des solutions de remédiation aux défauts constatés, il estime le coût des travaux.

Il rédige et expose des dossiers ou rapports d'expertise ou de contrôle en s'aidant de moyens de communication multimédia.

Ses compétences touchent à plusieurs domaines :

Outils mathématiques appliqués

Il est capable de satisfaire les besoins professionnels de modélisation mathématiques des phénomènes et de campagnes de mesures faites dans le domaine du bâtiment (structure et équipements), de modéliser des phénomènes continus et des phénomènes transitoires simples, de représenter différents phénomènes à partir du calcul matriciel et de traiter statistiquement les études de fiabilité et mise en place de plans d'expérience.

Droit, législation et réglementation, économie

Il maîtrise les connaissances de base pour définir le cadre d'intervention d'un contrôleur ou d'un expert, identifier un texte de loi (statut juridique), reconnaître la compétence d'un intervenant ou d'une juridiction, identifier la réglementation applicable à une problématique, lister les contraintes réglementaires applicables à un projet et en vérifier la compatibilité réglementaire (ERP, thermique, acoustique, construction, DTU sanitaire, électrique...), estimer le montant financier de travaux de remédiation et définir le type de consultation des entreprises à mettre en oeuvre.

Technologie et pathologie de la construction

Il est apte à reconnaître les éléments porteurs d'un ouvrage ou d'une construction (BA, CM, CB), à inventorier les différentes technologies de construction et d'équipements disponibles, à comprendre le fonctionnement d'un ouvrage ou d'un matériel et identifier ses fonctions principales (chauffage, climatisation, acoustique, électrique, éclairage, fluides...), à définir une structure porteuse ou un équipement et vérifier son dimensionnement, à réaliser un plan ou schéma d'installation CAO / DAO, à identifier des défauts ou des malfaçons sur un ouvrage existant, à établir un diagnostic des différents maux d'une structure ou d'un équipement de construction, à identifier des défauts ou des malfaçons sur une installation d'équipements techniques, à choisir des appareils de mesures et mettre en oeuvre une campagne de relevés sur des ouvrages ou des équipements (déformation, rupture, chaleur, électricité, acoustique, pression, débit...), et à proposer des solutions de remédiation aux problèmes relevés

Communication et langage

Il est capable de synthétiser et traduire un document technique ou juridique, de mener un débat, de donner et décoder des ordres et consignes, de conduire des réunions ou des entretiens d'embauche et d'utiliser les moyens électroniques multimédia.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ce professionnel peut prétendre à un emploi de : - Contrôleur technique en bureau de contrôle

- Contrôleur travaux en collectivité territoriale

- Expert d'assurance (sociétés d'assurances, cabinets d'expertises)

- Expert judiciaire (bureau d'études d'ingénierie)
- Expert immobilier

Codes des fiches ROME les plus proches :

H1301 : Inspection de conformité

F1106 : Ingénierie et études du BTP

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Cette certification s'obtient après une évaluation concernant les unités suivantes :
Sciences, sciences humaines et droit

Technologie

Communication et langage

Projet tutoré

Stage

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	idem
Après un parcours de formation continue	X	idem
En contrat de professionnalisation	X	idem
Par candidature individuelle	X	idem
Par expérience dispositif VAE	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 17/11/1999 publié au JO du 24/11/1999

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 18/07/2007

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2002-590 du 24/04/2002 publié au JO n° 98 du 26/04/2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<http://www.univ-montp2.fr>

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :